

Globalisation, Mondialisation

Respectable Loge, L'Aurore Sociale, Orient de Troyes, Région 4

La crise sanitaire que nous sommes en train de traverser est l'occasion d'un constat et de réflexions, notamment sur notre rapport au monde, et, pour faire court, sur la mondialisation.

Jusqu'à cette crise, la mondialisation a été plus subie que voulue.

Nous nous limitons ici à trois thèmes que la crise a révélés et qui concernent la globalisation de nos échanges : la santé, l'alimentation et le climat.

Déjà en 2007, dans un rapport au Président de la République, Hubert Védrine, ex ministre des affaires étrangères et expert reconnu en relations internationales, considérait la mondialisation « ni comme une chance, ni comme un fléau, simplement comme un fait auquel il faut s'adapter » et estime qu'« il y a en France un consensus politique dynamique à portée de la main » sur les moyens de s'adapter à cette réalité nouvelle. Plus de 10 ans après, le 'consensus politique dynamique' a fait long feu. Il est temps de penser à la mondialisation que nous voulons.

Que voulons-nous garder de cette crise ?

François Sureau remarque que « Chaque épreuve porte en elle-même la capacité d'en sortir. La Première Guerre Mondiale a été le début de l'émancipation des femmes, 1945 a vu l'émergence des droits sociaux et de la notion de sécurité sociale. Nous avons toutes les possibilités d'en sortir meilleurs, à condition de se livrer à un petit exercice : ne pas se laisser bercer par les discours convenus, essayer de regarder la vérité en face » : quelle émergence comparable naîtra de cette crise ?

Le constat

Lors d'une crise majeure, comme celle liée à la pandémie, il est possible de s'affranchir des règles que l'on croyait immuables. Des décisions ont été prises, certes dans l'urgence, mais en toute souveraineté : aide sociale, chômage partiel, recours massif à l'emprunt... sans qu'une instance supranationale nous dise si ces décisions étaient conformes aux critères de Maastricht... Nous pouvons décider de notre destin. Le "there is no alternative" de Margaret Thatcher a vécu. Les décisions nécessaires ont été prises essentiellement par ordonnances, il n'est bien sûr pas question de prolonger cette façon de gouverner, mais on voit qu'une alternative est possible.

Affirmer sa souveraineté n'est pas pour autant se laisser aller à la doctrine du souverainisme (opposition à la fédéralisation de l'Union européenne) qui tente de rassembler la droite et la gauche extrêmes.

Nous souhaitons simplement garder notre libre arbitre dans certains domaines et ne plus dépendre :

- de directives supranationales de qui ne sont pas conformes à nos intérêts
- de gouvernances qui échappent au contrôle des citoyens par absence de vote démocratique

L'alternative à la mondialisation ne doit pas être un repli sur soi.

Le protectionnisme voulu par les partis extrêmes nous fait courir le risque d'un isolement qu'aucun pays, fût-il une 'grande puissance', ne peut soutenir.

Nous voulons la protection des citoyens, nous ne voulons pas de protectionnisme qui isolerait notre pays des échanges indispensables, alors que notre balance commerciale déjà largement déficitaire impose d'exporter nos biens et services.

Exemple de notre protection sanitaire

La crise du Covid-19 a révélé la dépendance de la France – le pays de Pasteur reconnu pour l'excellence de sa recherche médicale et de son industrie pharmaceutique – aux matériels de protection et de diagnostic (masques et tests) et aux médicaments (par exemple, toutes les usines de production de paracétamol sont implantées hors d'Europe - Chine, Inde et Brésil essentiellement - même si le conditionnement est fait en partie en France).

Nous voulons entretenir des échanges internationaux pour permettre :

- une meilleure compréhension des risques sanitaires ; la diffusion d'information et de statistiques des premiers pays touchés par une pandémie est essentielle pour que les autres pays puissent mieux se préparer. Le partage inconditionnel de ces données devrait être la règle

- une coopération des nations permettant plus facilement, par exemple, la mise au point d'un traitement et d'un vaccin.

À commencer par l'axe franco-allemand : nous sommes reconnaissants envers les hôpitaux allemands qui ont pu soulager les unités de soins intensifs d'Alsace, débordées par la première vague de cette pandémie. Angela Merkel et Emmanuel Macron ont avancé quelques pistes d'actions communes, prémices possibles d'une intégration plus grande des systèmes de santé des pays qui désiraient bousculer les vieilles habitudes. Cela peut aller de la mutualisation de stocks de masques et de tests à la mise en place de capacités communes pour les traitements et les vaccins et au lancement de plans de prévention partagés, comme le prévoit Guy Vallancien, membre de l'Académie de médecine et président de la CHAM (Convention on Health Analysis and Management). Nous devons doter l'Europe de compétences larges et concrètes en matière de santé.

Gael Giraud : « Les difficultés d'approvisionnement de matériel médical et de médicaments illustrent notre très forte dépendance à des chaînes de valeur internationale construites depuis des années à flux tendu pour maximiser le profit à court terme. Cela rend l'ensemble de nos économies très vulnérables à l'interruption de ces chaînes et révèle la nécessité

de relocaliser au moins une partie de ce qui nous fait vivre de manière à être en mesure d'absorber des chocs comme cette pandémie, et il y en aura d'autres. Nous souhaitons donc être maîtres de nos approvisionnements en médicaments stratégiques, et non dépendants de certains pays, éventuellement avec un nombre réduit de partenaires européens. »

Exemple de notre fourniture alimentaire

Il n'y a pas eu de pénurie alimentaire en France liée à la pandémie, la France ayant une agriculture exportatrice. Pourtant cette crise nous incite à penser aux échanges commerciaux.

Si le covid-19 est apparemment né d'une mauvaise maîtrise sanitaire du marché de Wuhan (promiscuité humains-animaux vivants-animaux morts, trafic d'animaux protégés, traditions alimentaires...), les experts sont unanimes pour dire que d'autres crises sanitaires nous menacent, qui sont la conséquence d'une surexploitation de notre planète et d'une 'production industrielle du vivant'.

Une consommation

- plus locale (nous importons encore beaucoup de fruits et légumes qui pourraient être produits en France)
- plus respectueuse de l'environnement (avec le corollaire de ne pas accepter des importations de pays qui ne sont pas alignés sur les mêmes règles environnementales et sociétales pour leurs productions agricoles)
- plus orientée vers la qualité, voire la frugalité, notamment pour notre consommation carnée, sans faire de nous des vegans : moins de viande, mais de meilleure qualité ; au logo 'nutri-score' il faut substituer un label plus global incluant l'empreinte carbone et le bien-être animal, et exiger que ce label sanctionne nos importations.
- basée sur une économie cyclique, qui doit s'ailleurs s'appliquer à tous les secteurs industriels

Cette volonté de consommer différemment s'accompagne nécessairement d'un retour à une 'écoagriculture' à taille humaine, pourvoyeuse d'un million d'emplois en Europe selon les estimations des experts (« Pour que l'ensemble de l'agriculture européenne devienne écologique, il faut au moins 1 million de personnes supplémentaires dans les champs ») ; ce changement doit être accompagné et soutenu par un plan de reconversion de l'industrie agro-alimentaire qui ne correspond plus à nos aspirations de consommateurs, et permettra un 'repaysonnement' de nos campagnes, selon l'expression savoureuse de François Ruffin.

« Il faut que l'État s'engage, comme employeur en dernier ressort, à créer des filières d'apprentissage dont nous avons besoin pour que les Français dont les métiers sont appelés à disparaître puissent se réorienter vers les métiers de l'avenir » (Gaël Giraud)

Exemple de notre couverture énergétique

Notre dépendance énergétique aux pays exportateurs de pétrole (et de gaz) est aujourd'hui très forte. Alors aujourd'hui, quelle(s) adaptation(s) voulons nous opérer ? À quels sacrifices sommes-nous prêts pour réduire cette dépendance ?

La consommation d'énergie fossile a pour la France deux inconvénients majeurs :

- elle aggrave notre balance commerciale
- elle aggrave le réchauffement climatique, avec, pour faire le lien avec la pandémie actuelle, les risques sanitaires liés : l'augmentation de la température de notre planète entraîne la disparition progressive du permafrost qui risque de libérer des bactéries autrefois contenues dans le sol gelé. Ce réchauffement est aussi responsable de la migration de populations dont nous devons prendre notre part de responsabilité.

Au-delà du développement des énergies vertes, une solution repose sur un plan massif de réhabilitation des logements pour qu'ils deviennent à terme neutres en dépense carbonée. Comme pour l'écoagriculture, le programme d'isolation énergétique doit s'accompagner de formations et de reconversions, elles aussi à l'origine d'un million d'emplois.

Gaël Giraud : « Il faut amorcer la reconstruction écologique de notre pays, qui créera davantage d'emplois que notre économie thermo-industrielle du monde d'hier. »

« La rénovation thermique des bâtiments : un chantier extrêmement créateur d'emplois qui va revitaliser tous nos centres-villes en déshérence, réduire notre dépendance au pétrole, améliorer notre balance commerciale, etc. Nous manquons actuellement d'ouvriers qualifiés pour le mener à l'échelle nationale. Lançons donc la rénovation à l'échelle d'une ou deux régions, créons les filières d'apprentissage, étendons le programme à toute la France dans deux ans. Selon un récent article de Nature, l'inaction climatique va nous coûter l'équivalent de la crise du coronavirus tous les ans. Il faut lancer de grands travaux, à la manière de Roosevelt dans les années 1930, mais écologiques ».

On le voit, la mondialisation n'est pas une fatalité ; des solutions existent, avec des dépenses massives d'investissements, dont on sait qu'elles sont vertueuses sur le moyen terme : créations d'emplois, réduction de notre dépendance énergétique et amélioration de notre qualité de vie.

NB Ce texte a été rédigé avant le plan de relance massif et ses 100 milliards liés au prêt européen. Il est satisfaisant de constater que des moyens importants sont mis en œuvre pour une reprise post Covid. Mais tout dépendra de la destination de ces fonds, des investissements concrets qui seront réalisés et des moyens de contrôle pour s'assurer de leur bonne utilité. L'occasion de changer de paradigme ne doit pas être gâchée.